

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification des statuts de TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Maire rapporte :

Créée en 1978, TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 4 286 000 €, détenue à 55% par les collectivités locales Ville de Montpellier et Communauté d'Agglomération de Montpellier

TaM intervient aujourd'hui sur 3 activités complémentaires :

- L'exploitation des services de transport public
- La réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure transport
- La réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement

Pour tenir compte des remarques de la Chambre Régionale des Comptes et faire évoluer ses droits en terme de création de filiale, il convient de modifier les statuts de la société.

La mise à jour porte notamment sur les points suivants :

- Reprise générale de la mise en page et intégration d'un sommaire
- Dans le cadre de la délégation de service public du futur parking Saint-Roch, à laquelle la société TAM est candidate, il convient d'ajouter un amendement spécifique dans l'objet social permettant la création d'une filiale
- Intégration des références au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)
- **Article 7** : le % maximal des actions pouvant être détenues par les collectivités territoriales a été porté à 85% du capital en application du CGCT

- **Article 14** : intégration de la disposition du Code de commerce sur la représentation équilibrée entre hommes et femmes et précisions sur la répartition des sièges d'administrateurs entre collectivités territoriales et actionnaires privés (7/12 sièges pour les collectivités territoriales)
- **Article 15** : Fixation de la limite d'âge des administrateurs à 70 ans (et non pas 80 ans comme pour le Président) ; mais le dépassement de l'âge limite par des administrateurs « collectivités » n'est pas pris en compte dans le calcul du seuil générant une démission d'office
- **Article 19** : rajout de la possibilité de participer aux conseils d'administration par des moyens de visioconférence
- **Article 21-2** : rajout de la limite d'âge du DG (disposition issue des statuts types)
- **Article 22** : création d'un article « Rémunération des dirigeants » (issu des statuts types).
- **Article 23** : création d'un article sur les conventions réglementées (en application du Code de commerce et pour tenir compte de la remarque de la CRC)
- **Article 28** : création d'un article « Rapport annuel des élus » (issu des statuts types)
- **Article 30** : concernant les convocations des assemblées générales, les dispositions ont été précisées (compléments issus des statuts types)
- **Article 34** : concernant les modifications statutaires ajout de la nécessité d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de chacune des collectivités territoriales approuvant la modification
- **Article 38** : création d'un article « capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social » (issu des statuts types)


Il vous est proposé de donner un accord sur ce projet de modification.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le projet de modification des statuts de TaM;
- D'approuver la tenue d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de TaM portant notamment sur ce point ;
- D'autoriser ses représentants à voter en faveur de ces dispositions.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25/07/2014